

Vervoort plaide pour un décumul entre député et bourgmestre

Le ministre-président bruxellois veut être à l'avant-garde sur la bonne gouvernance.

MARTIN BUXANT

Le ministre-président bruxellois Rudi Vervoort (PS) veut profiter de l'onde de choc post-Publifin pour mettre en place à moyen terme des changements de grande ampleur en matière de gouvernance.

L'une des voies qu'il entend emprunter est celle du décumul total entre la fonction de député régional et la fonction exécutive locale, à savoir un poste de bourgmestre ou d'échevin. «C'est dans cette direction que nous voulons aller», explique Rudi Vervoort à L'Echo.

Le numéro un de la Région bruxelloise est bien conscient que sa proposition va faire grincer des

dents chez ceux qui cumulent, y compris dans les rangs de son parti.

«Ce décumul doit aller de pair avec une revalorisation du traitement d'échevin ou de bourgmestre», ajoute Vervoort qui préfère, à ce stade, ne pas citer de chiffre. «Il faut qu'on donne aux élus locaux les moyens de faire correctement leur job, mais à partir de là, ce sera également terminé d'aller chercher des mandats dérivés de la fonction locale et de se faire rémunérer.» À voir si cette révolution – qui va un cran plus loin que les règles établies en Région wallonne où certains cumuls restent autorisés en fonction des taux de pénétration – peut être mise en œuvre après les scrutins de

2018 et 2019.

Intercommunales

Rudi Vervoort veut également remettre de l'ordre dans les intercommunales et les organismes publics bruxellois, deux tâches qui figurent sur la note qu'il présentera à ses partenaires de gouvernement cette semaine.

Le ministre-président rappelle également qu'il est favorable à une diminution du nombre de députés au Parlement (89) mais qu'une réduction du nombre de communes sur le territoire de la Région bruxelloise ne lui apparaît pas aujourd'hui opportune.

LIRE EN PAGES 3 ET 7

LE RÉSUMÉ

Un député ne pourra plus être bourgmestre ou échevin à Bruxelles à l'avenir.

Vervoort promet la plus grande transparence pour les intercommunales.

Le ministre-président bruxellois plaide aussi pour une réduction du nombre de députés.

A Bruxelles, Rudi Vervoort veut avancer vers le décumul total

Le ministre-président bruxellois souhaite qu'à terme, un député régional bruxellois ne puisse plus exercer la fonction exécutive communale de bourgmestre ou d'échevin.

MARTIN BUXANT

À la guerre comme à la guerre: fini les demi-mesures. Alors que les jeunes socialistes bruxellois ont sonné une première charge cette semaine, c'est le ministre-président bruxellois Rudi Vervoort en personne qui leur emboîte le pas aujourd'hui. «Il y en a marre d'entendre qu'on fait de la politique pour s'en mettre plein les poches», fulmine-t-il. «Bien sûr, certains députés ne méritent pas leur salaire. Mais je pense qu'il est grand temps de rappeler que l'immense majorité des élus – qu'ils soient locaux ou députés – ne sont pas motivés par l'argent, c'est même tout le contraire: on se dépense justement sans compter et c'est toute la politique, tous partis confondus, qui se retrouve à présent salie par les manières d'agir pitoyables de

quelques-uns.»

Des paroles et des actes. Piqué au vif, donc, le numéro un de la Région bruxelloise entend agir et faire de Bruxelles un modèle de bonne gouvernance: «Un modèle crédible, je veux un système qui tient la route, pas quelque chose bâti à la va-vite sous le coup de l'émotion» post-affaire Publifin. «On doit éviter le football panique.»

Véritable charpente du système que veut Vervoort pour l'avenir de la Région bruxelloise: le décumul total. «C'est la direction vers laquelle je veux avancer et je peux vous assurer que de nombreux députés socialistes, essentiellement chez les jeunes, sont à 100% derrière moi.» Des personnalités comme Ahmed Laaouej, Caroline Désir ou encore Ridouane Chahid sont parfaitement en ligne avec cette politique sans concession de bonne gouvernance que le PS bruxellois veut appliquer dans les mois et années à venir, assure un député socialiste.

Revaloriser certains traitements

«Cette réforme va être portée par les partis progressistes. C'est ce que j'imagine. Concrètement, je pense qu'on ne pourra plus cumuler une fonction de député régional bruxellois et une fonction communale exécutive comme bourgmestre ou échevin. Cela ne fonctionnera plus comme cela», dit Rudi Vervoort qui refuse de s'enfermer dans un calendrier. «Ce non-cumul devra aller de pair avec la revalorisation de certains traitements des échevins et des bourgmestres. Il faut pouvoir dire: voilà, je vis uniquement de mon job de député, de mon job d'échevin ou de bourgmestre et on doit s'en donner les moyens. Certains bourgmestres gagnent moins que

leur propre secrétaire communal!»

Bien entendu, la limitation au plafond des 150€ existe déjà, mais le décumul total prôné par Vervoort va plus loin. Dès lors, une des critiques récurrentes adressées à ce genre de système radical est qu'il va priver le Parlement de l'expérience des élus locaux, en prise avec le terrain. «C'est un risque, mais j'assume», souffle Vervoort. Mais le ministre-président bruxellois précise directement être opposé à l'exception mise en place en Région wallonne grâce aux meilleurs taux de pénétration. «Cela ne tient pas la route à Bruxelles, mais si on me présente une solution équitable et transitoire pour néanmoins conserver quelques localistes au sein du Parlement bruxellois, je suis prêt à l'étudier.»

Le socialiste bruxellois veut en tout état de cause redéfinir l'équilibre entre communes et Région, avec des élus se consacrant à leur job.

Intercommunales

«Pour moi, les mandats dérivés de la fonction locale d'échevin ou de bourgmestre ne devront plus être rémunérés.» Et nous voilà au chapitre des intercommunales. «Bien entendu qu'elles ont encore leur utilité, mais on va y mettre un grand coup de transparence. Qu'on sache qui fait quoi, qui gagne quoi, tout, abso-

lument tout va devoir être cadastré et ça ne se limite pas aux intercommunales mais à tous les organismes publics bruxellois.» C'est que l'une d'entre elles, Vivaqua, a fait pas mal parler d'elle ces derniers temps – entre autres parce que, sous la houlette du bourgmestre de Bruxelles Yvan Mayeur, elle entend quitter son core-business du captage d'eau pour se lancer dans la fibre

optique. «On va devoir étudier le dossier Vivaqua, nous ne partons avec aucun a priori, mais la priorité pour Vivaqua c'est la fusion avec Hydrobru, pour le reste, il est certain que la fibre optique est en plein boom et que Bruxelles ne peut pas rester au balcon, maintenant reste à voir si cela a un sens de se lancer de la sorte dans une activité où la concurrence est terriblement rude. Tout cela va être débattu au sein des organes et cela va être de manière transparente.»

Moins de députés

Et puis quand on parle gouvernance en Région bruxelloise, pointe également le débat sur le nombre de députés au Parlement bruxellois ainsi que le supposé trop grand nombre de communes dans la capitale. «J'ai déjà dit que pour moi, il y a 30% de députés bruxellois en trop, mais dans un premier temps, si on passait au même nombre que les autres assemblées (75) ce serait un bon premier pas.» Et pour les communes: «Je pense que ce débat-là n'est plus aussi aigu qu'avant. On a bien compris que l'échelon communal était celui le mieux connecté aux citoyens. Et puis quoi? On va se retrouver avec 6 supers bourgmestres qui vont passer leur temps à paralyser le pouvoir de la Région. Je ne suis pas partisan de cela.»

Premiers pas sur la voie de cette nouvelle gouvernance, le ministre-président bruxellois déposera une note au gouvernement bruxellois cette semaine. Avec quatre premières étapes à franchir: l'organisation de la transparence des rémunérations dans les structures publiques, la prévention des conflits d'intérêts, la gestion communale (le nombre de conseillers communaux et échevins restera identique à 2012), et le plafonnement des rémunérations dans les organismes régionaux.